

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-15: MERCREDI 9 MAI 2007

Le segment de haut niveau a commencé le matin par des déclarations du Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, président de la CDD-15, Abdullah Bin Hamad Al-Attiyah (Qatar) et de Gro Harlem Brundtland. Cela a été suivi par les déclarations officielles des ministres et des tables rondes, tenues en parallèle, axées sur les thèmes de l'énergie au service du développement durable et du développement industriel, et de la pollution de l'air/atmosphère et des changements climatiques.

Les délégués se sont également réunis tout le long de la journée dans des séances de concertations informelles pour poursuivre la négociation du projet de document de négociation révisé du président.

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Le président Abdullah Bin Hamad Al-Attiyah (Qatar) a introduit l'ordre du jour de la CDD, soulignant l'interrelation des domaines thématiques. Il a mis en relief les avantages potentiels de la prise de mesures et a appelé à la réplique des initiatives intersectorielles réussies.

Le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, a attiré l'attention sur le 20^e anniversaire de "Notre avenir commun." Signalant que les changements climatiques sont sa première priorité, il a mis en exergue les conclusions du GIEC, a appelé à une action intégrée pour l'atténuation des changements climatiques et a émis l'espoir de voir une percée à la CdP-13 de la CCNUCC. Il a encouragé les délégations à mettre à contribution leur expertise collective pour traiter les problèmes et a plaidé pour une étroite collaboration entre les institutions de l'ONU.

L'envoyée spéciale des Nations Unies pour la lutte contre les changements climatiques, Gro Harlem Brundtland, a retracé un historique critique de l'ordre du jour environnemental multilatéral depuis le Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, mettant en relief ses réussites et ses déboires. Qualifiant la question des changements climatiques de question morale et d'unique défi touchant chaque pays et chaque secteur de l'économie, elle a appelé les pays industrialisés à conduire l'effort mondial visant à réaliser "une économie verte."

TRADUIRE LES ENGAGEMENTS EN ACTIONS: TRAVAILLER EN PARTENARIAT

Le G-77/CHINE a souligné le besoin de traduire les engagements en actions, de travailler en partenariat fondé sur le principe de responsabilités communes mais différenciées, d'utiliser des approches globales et intégrées et de soutenir le Fonds mondial de solidarité contre la pauvreté. L'UE a souligné le rôle central des nouvelles approches de l'énergie, les objectifs et calendriers ambitieux qu'elle s'est fixés et le rôle de plus en plus important joué par le rendement énergétique et les biocombustibles. Le délégué a également appelé au soutien des Centres de production propre de l'ONUDI/PNUE. L'AOSIS a signalé que les changements climatiques menacent déjà l'existence de nombreux PEID, et a souligné le besoin de promouvoir des mécanismes de financement sensibles aux besoins particuliers des PEID. Il a également mis en exergue les pressions que le rétablissement après les catastrophes exerce sur les budgets du développement durable.

La plupart des déclarations ont mis l'accent sur les efforts nationaux fournis sur les questions thématiques. Les déclarations ont porté également sur d'autres éléments, comme suit. Le délégué des ETATS-UNIS a souligné la réussite du cycle actuel de la CDD, illustrée, entre autres, par l'élimination de l'essence contenant du plomb, en Afrique sub-saharienne, par l'amélioration de la qualité de l'air dans les bâtiments pour plus d'un million de ménages et l'augmentation de l'accès à l'énergie, à travers le Village mondial du partenariat pour l'énergie.

La REPUBLIQUE TCHEQUE a présenté un rapport sur les mécanismes volontaires et réglementaires pour l'amélioration du rendement et la réduction des émissions. Le délégué des PAYS-BAS a souligné l'objectif de son pays de devenir l'économie la plus efficace en matière de rendement énergétique, avec 20% de son énergie tirés de sources renouvelables. La REPUBLIQUE DE COREE a souligné le besoin, pour l'après 2012, d'une approche impliquant l'ensemble des principaux émetteurs, et a appelé à une plus grande coopération dans les domaines de la technologie et de la recherche et développement.

Le BOTSWANA a souligné la nécessité d'une approche intégrée et d'une plus grande attention à la question intersectorielle de l'égalité des sexes. La FINLANDE a parlé du développement rural et la croissance des méga cités comme des domaines dans lesquels la CDD a été moins active. La THAÏLANDE a appelé à un soutien technique et financier pour l'acquisition de la technologie avancée dans le domaine des combustibles fossiles et de la technologie permettant de réduire les émissions de méthane des rizières. La SUEDE a souligné la nécessité, pour la CDD de produire des recommandations politiques fortes, pertinentes et focalisées.

L'ESTONIE a souligné le besoin d'objectifs significatifs assortis de calendriers précis, de rendements énergétiques améliorés et de dispositions pour une évaluation adéquate de l'énergie au service du développement durable. L'ITALIE a parlé du besoin d'accélérer le dialogue climatique international et a apporté son appui à l'idée d'établir une Organisation des Nations Unies pour l'environnement. L'EGYPTE a souhaité un accroissement du soutien international aux activités de coopération régionale, une diversification améliorée des principales sources d'énergie et une coopération accrue dans le domaine des technologies. Le GABON a appelé au renforcement de la coopération internationale pour la réalisation des OMD. Le délégué de la CROATIE a plaidé pour la concrétisation des objectifs de Kyoto et a signalé que son pays a récemment ratifié le Protocole de Kyoto. Le PORTUGAL a souligné le besoin de consolider l'architecture à long terme de la lutte contre les changements climatiques.

Le délégué des EMIRATS ARABES UNIS a mis l'accent sur l'utilisation des technologies pour les combustibles fossiles propres, sur la sécurisation des flux d'énergie et sur le recours aux énergies renouvelables. Le MEXIQUE a mis en exergue la sécurité énergétique, la diversification des sources d'énergie et l'amélioration du rôle des énergies renouvelables. La CHINE a encouragé l'application du principe des responsabilités communes mais différenciées, a suggéré que les progrès sur la question environnementale ne peuvent être réalisés de manière réussie que dans le cadre du développement durable, a appelé à un régime commercial équitable et a encouragé le transfert des technologies.

Mettant en lumière les problèmes énergétiques posés en Afrique, le SENEGAL a proposé que les super profits du pétrole soient répartis pour compenser les pertes encourues par les pays non producteurs de pétrole et de réduire les effets défavorables sur les prix de l'énergie. L'ARABIE SAOUDITE a mis en exergue l'accès aux ressources énergétiques, comme étant un facteur majeur dans la réalisation des OMD.

L'AUTRICHE a affirmé son engagement à entamer la négociation d'engagements pour l'après 2012 à la CdP-13 de la CCNUCC. Le LESOTHO a donné des assurances qu'il réalisera la plupart des OMD d'ici 2015, avec un accroissement minimum de ses émissions. Le ROYAUME-UNI a souligné l'importance de l'accès à l'énergie et a suggéré que l'amélioration du rendement énergétique pourrait être réalisée par l'échange d'expériences, le transfert des technologies propres et des mécanismes de financement. La COMMISSION EUROPEENNE a donné des détails sur deux de ses initiatives phares en matière de développement durable: le Fonds fiduciaire pour l'amélioration de l'infrastructure en Afrique et le Fonds mondial pour le rendement énergétique et l'énergie renouvelable. Les BARBADE a donné un aperçu de son programme de chauffage de l'eau par l'énergie solaire, reconnu par la CDD comme étant un exemple de bonne pratique. La NORVEGE a appelé à une concentration sur les changements climatiques à travers la promotion du rendement énergétique, des énergies renouvelables et du piégeage et fixation du carbone. La LETTONIE a proposé une approche coordonnée et a souligné l'importance de la science. Le TADJIKISTAN a fourni des détails sur sa crise d'eau et a appelé à une recherche accrue et à une approche régionale. La BULGARIE a souligné l'importance des mécanismes fondés sur la loi du marché et le marché du carbone. Le MAROC a suggéré au FEM de jouer un rôle dans la diffusion des technologies énergétiques propres et renouvelables. ISRAEL a encouragé les délégués à produire un document portant sur un résultat opérationnel tournée vers l'avenir. Le KOWEÏT a souligné l'importance de l'amélioration du rendement des combustibles fossiles. Soulignant que tous les pays sont partie intégrante à la fois du problème et de la solution, la SLOVENIE a appelé à une approche régionale intégrée. Le VIETNAM a mis l'accent sur l'importance des programmes de sensibilisation et de conscientisation du public. La TANZANIE a déclaré que toutes les solutions proposées face aux changements climatiques devraient être fondées sur l'équité et sur le principe des responsabilités communes mais différenciées.

TABLE RONDE SUR L'ENERGIE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Cette Table Ronde a été modérée par le président Abdullah Bin Hamad Al-Attiyah (Qatar). Les exposés des conférenciers ont été suivis par un débat. Daniel Yergin, Cambridge Energy Research Associates, a accueilli favorablement l'application de la biologie et de la biotechnologie à l'énergie. Soulignant que l'amélioration du rendement énergétique est la priorité, Valli Moosa, Eskom, a appelé l'ONU à mettre en application un programme d'économie d'énergie dans ses édifices. Suleiman Jasir Al-Herbish, Fonds de l'OPEP pour le développement international, a appelé à l'adoption d'un assortiment approprié des sources d'énergie.

Les débats se sont concentrés sur plusieurs sujets et, notamment, sur le besoin: d'une utilisation accrue du gaz naturel; d'opportunités gagnantes à tous coups d'améliorer le rendement énergétique; de services énergétiques modernes pour l'éradication de la pauvreté et la concrétisation des OMD; de programmes de fixation du carbone; d'une agriculture axée sur la production de combustibles; d'une "résurrection" du round de Doha des pourparlers sur le commerce international pour les pays en développement; d'une harmonisation de l'étiquetage des énergies avec les partenaires du commerce; de technologies pour la réduction des mauvais effets des combustibles fossiles sur l'environnement; d'un traitement des aspects négatifs de l'énergie nucléaire; et des femmes en tant que ressource pour la mise en œuvre des plans d'amélioration du rendement énergétique.

TABLE RONDE SUR LA POLLUTION DE L'AIR/ ATMOSPHERE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Cette Table Ronde a été modérée par Martin Bursik, vice-premier ministre et ministre de l'environnement, République tchèque. Les exposés des conférenciers ont été suivis par un débat.

John Holdren, Université de Harvard, s'est concentré sur les stratégies d'adaptation et sur le rôle éventuel des Nations Unies dans le traitement de questions particulières touchant aux changements climatiques, y compris les études et les plans d'action.

Laurent Corbier, Chambre internationale du commerce, a parlé du rôle du monde de l'entreprise, de l'importance d'un travail synergique dans le domaine des technologies, l'importance des politiques de financement et l'importance des collaborateurs. Abdalla El-Badri, OPEP, a souligné que, compte tenu de l'accroissement de la demande, les combustibles fossiles auront la part du lion dans l'approvisionnement énergétique des décennies à venir. Il a souligné le besoin de nouvelles technologies, de programmes de piégeage et de fixation du carbone et d'un passage de la biomasse à l'énergie propre. Halldor Thorgeirsson, CCNUCC, a mis l'accent sur la conférence de Bali sur les changements climatiques, attendue prochainement, et a souligné la nécessité de consacrer les deux prochaines années à la préparation des négociations sur l'après 2012, à la création de cadres et de mécanismes fondés sur la loi du marché, à la fourniture de solutions technologiques et à une concentration sur les mesures d'adaptation.

Dans le débat qui a suivi, des observations ont été présentées par nombre de ministres et de représentants des Principaux groupes sociaux. Les principaux messages exprimés ont été les suivants: l'échec à Bali "n'est pas une option"; il est besoin de fixer un prix pour le carbone; l'accès à une énergie abordable jouera un rôle crucial dans l'allègement de la pauvreté; l'adaptation est importante; et une meilleure compréhension des vulnérabilités des pays aux changements climatiques, est indispensable.

CONCERTATIONS INFORMELLES

Les vice-présidents Frances Lisson (Australie), Luiz Alberto Figueiredo Machado (Brésil) et Alain Edouard Traore (Burkina Faso) ont conduit des concertations avec les groupes régionaux et les délégations clés, pour traiter les points non résolus touchant à l'énergie, aux changements climatiques et à la pollution de l'air/atmosphère.

Dans les concertations sur l'énergie, les délégués ont enlevé les crochets figurant dans quelques paragraphes. Aucun accord n'a émergé sur le chapeau du texte. Des divergences de vue ont prévalu sur d'autres libellés portant, notamment, sur: l'accroissement de la part globale des énergies renouvelables dans l'assortiment énergétique; la diversification de l'approvisionnement en énergie; l'adoption d'objectifs assortis de calendriers; l'élimination des caisses de compensation; la promotion du rendement énergétique et des services énergétiques modernes; l'adoption de mesures incitatives pour encourager les investissements des secteurs public et privé; et la réduction des opérations de brûlage à la torchère.

Dans les concertations sur les changements climatiques, les délégués ont enlevé, à titre provisoire, les crochets figurant dans certains paragraphes, et ont accepté les formulations de compromis du président, dans d'autres. Il leur reste à s'accorder sur le chapeau du texte. Des divergences de vue persistent, entre autres, sur: le point de savoir s'il fallait "fournir un soutien aux" ou "continuer à soutenir les" pays en développement dans la réalisation de la capacité de résistance aux catastrophes liées aux changements climatiques; et, la question de savoir si les références à "l'aide financière et technique" aux pays en développement devaient être placées dans des paragraphes particuliers, étant donné l'existence d'une référence globale à cette aide ailleurs dans le texte.

Dans les concertations sur la pollution de l'air/atmosphère, les délégués ont enlevé les crochets de la majeure partie du texte, même si quelques points de désaccord demeurent, notamment, sur: "la promotion des synergies" entre les accords environnementaux multilatéraux; et le soutien des efforts visant à résoudre le problème des polluants atmosphériques provenant des transports aériens et maritimes, "à travers" l'OMI, l'ICAO et "autres cadres internationaux pertinents."

DANS LES COULOIRS

Le processus a bifurqué la première journée du segment ministériel. Les ministres se sont engagés dans des déclarations pendant que les négociations se poursuivaient dans les salles avoisinantes. Un observateur a été surpris que les ministres n'aient pas été plus progressistes dans leurs déclarations, et a remarqué que de nombreuses déclarations ressemblaient à celles données par les délégations, au démarrage de la première semaine. La même chose a été dite au cours des négociations, un participant désespéré devant l'incapacité apparente des négociateurs a tiré profit de la dynamique créée par les libellés approuvés précédemment. Les négociations s'intensifiant, un délégué quittant la table ronde ministérielle de l'après-midi s'est demandé "si les mots nobles des ministres allaient être traduits par les négociateurs en formulations qui tiennent leurs promesses."